
Manifeste électoral du PS international Programme 2015 à 2019 en dix points

Le PS international

Le réseau global des socialistes
suisse de l'étranger

Nos positions d'un seul coup d'œil :

**POUR TOUS,
SANS
PRIVILÈGES !**

- 1 Développer des relations fiables et de qualité avec l'UE2**
- 2 Renforcer l'esprit ouvert de la Suisse avec la libre circulation des personnes et la liberté de déplacement2**
- 3 Aménager la globalisation de manière sociale et écologique – contre le dumping fiscal3**
- 4 Développer la collaboration internationale et promouvoir globalement les droits humains et la paix4**
- 5 Donner enfin à la « Cinquième Suisse » la totalité des droits politiques5**
- 6 Pour un service public de haute qualité dans les services consulaires 5**
- 7 Le maintien des relations bancaires en Suisse doit être assuré 6**
- 8 Permettre aux jeunes Suisses et Suissesses de l'étranger de bien se former selon nos valeurs sociales 6**
- 9 Aménager le filet social des Suisses et des Suissesses de l'étranger6**
- 10 Aménager l'échange des informations entre la patrie et la « Cinquième Suisse »7**

Nos positions dans le détail

1 Développer des relations fiables et de qualité avec l'UE

L'Europe et la Suisse sont à la croisée des chemins. Les contraintes de l'intégration européenne coïncident avec l'incertitude quant à la poursuite des actuelles relations contractuelles entre la Suisse et l'UE ainsi qu'à leur forme. Ces deux défis menacent de s'aggraver. L'esprit antieuropéen, attisé par les populistes de droite qui se répand en Suisse et dans toute l'Europe, demeurera dangereux tant que les milieux politiques ne parviendront pas à trouver des solutions efficaces aux problèmes économiques, écologiques et démocratiques urgents à tous les niveaux. Le chômage de masse et l'absence de perspectives pour la jeune génération alors qu'en même temps les fortunes et revenus des plus riches explosent, ainsi que la folie de l'austérité au lieu d'investir dans un avenir durable nous concernent tous car il y a longtemps que l'UE et la Suisse partagent le même destin. Ce ne sont pas moins que la préservation de la paix et l'avenir du modèle social qui sont en jeu.

Il était clair depuis bien avant la votation du 9 février 2014 que le retour à la voie dite bilatérale selon le modèle actuel n'était plus envisageable et ce, pour deux raisons: Tout d'abord il faut apporter une solution acceptable de part et d'autre à la question institutionnelle, à savoir un mécanisme juridique pour la retranscription et l'application uniforme du droit européen et du règlement des litiges dans la mesure où la Suisse participe de façon sectorielle au Grand marché unique. Ensuite, la Suisse doit se prononcer sans ambiguïté pour la libre-circulation des personnes, ce qui signifie renoncer aux contingents et à la priorité nationale bureaucratique mais aussi ratifier le protocole étendant la libre-circulation des personnes à la Croatie (à voir chiffre 2).

Voici ce qu'exige le PS international :

- Le PS milite pour le développement à grande échelle des bonnes relations contractuelles entre la Suisse et l'UE car tout retour à l'ancienne voie « bilatérale » est aujourd'hui exclu. Qui plus est, une rupture serait fatale.
- Le PS est favorable à une résolution contractuelle acceptable de part et d'autres de la « question institutionnelle » dont il attend trois choses : tout d'abord, la solution trouvée ne doit pas être un obstacle à la poursuite du rapprochement entre la Suisse et l'UE. Ensuite, elle doit aller de pair avec un renforcement des droits de participation du Conseil fédéral et du Parlement dans l'élaboration de nouveau droit européen. Enfin, la solution ne doit restreindre en rien les mesures d'accompagnement et la poursuite des réformes internes avec lesquelles la Suisse encadre sa politique d'ouverture afin de protéger et de renforcer ses acquis sociaux.
- Approfondir et développer les relations de la Suisse avec l'UE et combler le déficit démocratique en remplaçant à terme la voie bilatérale par un statut de membre à part entière.
- Il ne peut y avoir une Suisse sociale que dans une Europe sociale. Il appartient donc aussi à la Suisse de s'engager au sein de l'UE en faveur d'une Europe sociale, démocratique et unie.

2 Renforcer l'esprit ouvert de la Suisse avec la libre circulation des personnes et la liberté de déplacement

Grâce à la libre circulation des personnes, il est aujourd'hui possible, à tout moment, de prendre un travail quelque part en Europe et de s'y établir à cette fin. Le PS international entend bien maintenir et renforcer cette merveilleuse liberté des travailleurs et des travailleuses. Les avantages et les inconvénients de la libre circulation des personnes étant inégalement perçus par la population, la libre circulation des personnes, et aussi la politique européenne, sont souvent accusées à tort de tous les maux. A la suite du vote populaire du 9 février, la solution déjà expérimentée en Suisse de retour à l'ancien système des contingents aurait des conséquences désastreuses. Il faut accompagner la libre circulation des personnes tel qu'elle serve encore davantage le bien-être de toutes et tous et pas seulement les intérêts de quelques-uns. Pour y arriver, le PS est d'avis qu'il faut des réformes internes profondes : des mesures d'accompagnement du marché du travail, du marché du logement, de l'aménagement du territoire, de l'infrastructure public et de la politique de la formation doivent veiller à une large répartition des bienfaits de la libre circulation des personnes sans les réserver qu'à une minorité de privilégiés.

Voici ce qu'exige le PS international :

- Lutte contre le dumping salarial et social : dans toute l'Europe, il faut qu'on applique le principe « à travail égal, salaire égal au même endroit ». Le PS international promet de combattre par tous les moyens un éventuel retour au statut de saisonnier ou aux contingents.
- Renforcer les ressources internes : Au lieu de débaucher du personnel à l'étranger, la Suisse doit investir beaucoup plus dans la formation de ses propres spécialistes et veiller à ce que les femmes, les personnes de plus de 50 ans et les migrant-e-s établis en Suisse accèdent davantage au marché du travail: Ceci passe par une offensive pour la formation, davantage de crèches, de nouveaux modèles d'horaires de travail et la reconnaissance des diplômes.
- Reconnaître la diversité : Il est urgent d'introduire aussi en Suisse une protection contre toutes les discriminations au niveau européen ; à cet effet, des mesures étatiques et non étatiques pour promouvoir l'égalité, lutter contre la haine de l'étranger, l'exclusion et l'utilisation de bouc-émissaire sont nécessaires.
- Procurer des logements abordables : ce n'est pas l'immigration qui entraîne une pénurie de logements, mais bien parce qu'il faut toujours plus de surface habitable par personne et que l'aménagement du territoire n'assume pas ses tâches.
- De l'espace pour tous : Des investissements supplémentaires dans les transports publics, un meilleur aménagement du territoire et une nouvelle politique fiscale doivent en outre garantir une meilleure répartition que par le passé des bénéfices et des charges d'une Suisse ouverte.
- Cesser la politique de dumping fiscal : les cadeaux fiscaux aux entreprises et leurs managers attirent des entreprises étrangères qui arrivent avec leur personnel. Cela prive des pays amis de ressources fiscales sans pour autant créer beaucoup de nouveaux emplois, tout en occasionnant des frais d'infrastructures élevés et en causant une concurrence acharnée sur le marché du logement.
- Liberté de déplacement en Europe : Aujourd'hui en Europe, grâce à Schengen, des millions de personnes peuvent quotidiennement franchir les frontières sans chicanes bureaucratiques. Cette liberté de voyager en tout Europe doit être défendue et élargie et, en même temps, la sécurité doit être assurée tout en respectant les droits fondamentaux.

3 Aménager la globalisation de manière sociale et écologique – contre le dumping fiscal

Le PS ne veut pas d'une économie au service de quelques-uns, mais au service de toutes et tous. Il faut renforcer la qualité de l'espace économique suisse en augmentant massivement les investissements destinés à plus de cohésion sociale, à la formation, aux infrastructures et à une meilleure qualité de vie, et non pas pratiquer une politique fiscale qui affaiblisse la marge de manœuvre des États partenaires. Le PS veut un commerce équitable et pas seulement un marché libre. Il veut, pour les entreprises, une politique qui respecte les standards internationaux du travail, des conditions sociales, de l'environnement, et qui respectent aussi les États partenaires. Ces standards doivent être fixés impérativement à la fois de manière multilatérale et bilatérale, en respectant l'égalité des genres. Enfin, ils doivent être effectivement appliqués. Les entreprises transnationales doivent contribuer à faire respecter les droits humains et elles doivent rendre des comptes de leurs agissements. La réalisation de cet objectif implique que l'ONU soit une organisation capable d'imposer ses vues et que les organisations internationales aient davantage d'influence, à commencer par l'Organisation internationale du travail (OIT). Il faut toujours plus d'accords multilatéraux et cesser de recourir toujours davantage à des accords de libre-échange bilatéraux.

Voici ce qu'exige le PS international :

- La Suisse ne doit signer que des accords de libre-échange qui contiennent un chapitre sur le développement social et écologique durable. La Suisse doit aussi se battre, dans le cadre de l'OMC, pour l'aménagement social et écologique de l'économie mondiale et elle doit veiller à faire en sorte que l'OMC reconnaisse un statut d'observateurs de l'OIT en vue d'un renforcement des standards de travail dans le monde entier.

- Un éventuel accord sur le commerce de services (TISA) doit créer des emplois de manière avérée et en aucun cas saper le service public ou les régulations du marché financier. Les éventuels tribunaux arbitraux doivent répondre à de fortes exigences en matière de transparence et d'État de droit. Ils doivent concéder à la société civile un droit de procédure et d'action et ne peuvent être saisis qu'en dernier recours, lorsque toutes les instances judiciaires nationales ont préalablement rendu leur jugement. Les accords de libre-échange et de protection des investissements doivent expressément garantir à chaque État contractant le droit de prendre des mesures sur le plan légal qui prévoient des standards écologiques et sociaux plus stricts sans devoir faire face à des plaintes visant à obtenir une indemnisation.
- La fraude fiscale, la soustraction fiscale et les autres abus en matière fiscale doivent être systématiquement combattus. Les services des impôts doivent être dotés à cet effet d'effectifs supplémentaires et bénéficier en Suisse des mêmes renseignements que les autorités fiscales étrangères. La Suisse doit aussi œuvrer au plan international contre l'exonération ou les traitements fiscaux avantageux des entreprises en luttant contre l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices.

4 Développer la collaboration internationale et promouvoir globalement les droits humains et la paix

En tant que bénéficiaire notoire de la globalisation, la Suisse doit assumer ses responsabilités et s'engager au plan international pour un ordre mondial juste et pacifique et elle doit faire la part qui lui revient en élevant considérablement ses efforts pour atteindre les Objectifs du Millénaire aussi bien qualitativement que quantitativement. Ces objectifs représentent concrètement : le respect des droits fondamentaux de chaque être humain dans le monde – la liberté, la protection contre la faim et la pauvreté, une formation de qualité, un emploi productif et digne, une bonne santé et de bonnes conditions de logement, le droit de chaque femme de porter un enfant sans mettre en danger sa santé, un monde où le développement durable écologique est prioritaire et où femmes et hommes sont égaux. Les grands défis planétaires que sont la pauvreté, le climat, le délitement des États avec tous les problèmes induits tels que les réfugiés, la violence et le terrorisme déterminent notre avenir à tous.

Voici ce qu'exige le PS international :

- Le PS soutient l'élaboration d'un cadre universel et inclusif post-2015 pour le développement durable et s'engagera pour sa mise en œuvre rigoureuse, y-compris en Suisse.
- Au vu de la destruction croissante des biens publics mondiaux et notamment du changement climatique, la Suisse doit augmenter son aide au développement à 0.7% du revenu national brut et pour atteindre cela développer des ressources de financement supplémentaires.
- La Suisse doit développer ses engagements au sein de l'ONU, poursuivre activement sa candidature au Conseil de sécurité, renforcer son réseau onusien et s'engager à fond dans la réforme de ce qui est l'organe le plus important de l'ONU.
- Les droits humains politiques, sociaux, économiques et culturels sont au cœur de toute collectivité humaine. Ils sont universels et indivisibles et appartiennent sans condition à chaque individu.
- La tragédie des migrants en Méditerranée ne doit pas conduire à un renforcement de la forteresse Europe et à un régime répressif de l'asile ; bien au contraire, le principe d'une politique humaine de l'asile doit primer. La Suisse ne doit pas se cacher derrière ses montagnes mais se montrer solidaire des pays du sud de l'Europe.
- Nous voulons promouvoir la paix par la mise en place de conditions de vie justes, par le développement social durable fondé sur la participation démocratique de tout un chacun, car il ne peut y avoir de paix ni de sécurité sans développement. À l'inverse, nous sommes également conscients qu'il n'y a pas de développement sans paix et sans sécurité. Nous voulons contribuer aux deux et ne pas nous soustraire à notre responsabilité en matière de protection efficace contre la violence.

5 Donner enfin à la « Cinquième Suisse » la totalité des droits politiques

Au plan fédéral, les Suisses et les Suissesses de l'étranger et leurs compatriotes vivant en Suisse disposent juridiquement des mêmes droits politiques. Il n'en demeure pas moins qu'ils ne sont toujours pas représentés en tant que tels par un ou une parlementaire fédérale issue de leurs rangs.

Comme solution de remplacement, l'organisation privée des Suisses de l'étranger OSE a fondé le conseil des Suisses de l'étranger, dont la légitimité politique est totalement insuffisante. Il se compose de délégués désignés par des sociétés suisses souvent âgées et plutôt bourgeoises. Afin de protéger cette structure clientéliste et d'auto-désignation, l'OSE a, jusqu'à ce jour, refusé une élection directe des membres du conseil.

Il y a aussi de grandes lacunes au plan cantonal. Actuellement, il n'y a encore que 10 cantons qui leur accordent le droit de vote et d'éligibilité (Berne, Bâle-Campagne, Fribourg, Genève, les Grisons, Jura, Neuchâtel, Soleure, Schwyz, le Tessin et Zurich). Cette différence de régime juridique est particulièrement inappropriée s'agissant des élections au Conseil des États, car c'est le droit cantonal seul qui régit ce scrutin. Bâle-ville et Zürich ont accordé aux Suisses(sses) de l'étranger le droit de participer à l'élection au conseil des Etats mais refusent d'octroyer d'autres droits politiques sur le plan cantonal.

Voici ce qu'exige le PS international :

- La « Cinquième Suisse » doit pouvoir être représentée en Suisse de manière autonome en étant directement présente au Conseil national et au Conseil des États.
- Il faut que les Suisses et les Suissesses de l'étranger puissent enfin tous exercer leur droit de vote et d'éligibilité dans leur canton de rattachement. Il faut notamment qu'ils puissent participer à l'élection au Conseil des États dans tous les cantons.
- Il faut introduire l'élection directe des membres du Conseil des Suisses et des Suissesses de l'étranger. Une indemnité couvrant les frais effectifs doit être accordée ; il n'existe pas de démocratie à tarif zéro.
- Il en va de l'intérêt de la Suisse d'utiliser les connaissances et expériences de ses concitoyens à l'étranger et de les intégrer à la prise de décisions politiques. Afin de permettre à toutes et tous les électrices et électeurs à l'étranger de participer à ce processus, il faut introduire d'urgence et à une vaste échelle un système sûr de vote électronique.

6 Pour un service public de haute qualité dans les services consulaires

Les réseaux extérieurs de la Suisse se réduisent comme peau de chagrin sous la pression de la droite en faveur d'économies. Les coupes budgétaires linéaires touchent beaucoup plus un petit Département à l'image du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). C'est précisément en Europe, où vivent un très grand nombre de Suisses et Suissesses de l'étranger qu'on a fermé de nombreux consulats ces dernières années. Cela porte un coup à la crédibilité du service public que sont les services consulaires. Hélas, la droite n'a rien voulu entendre des propositions du PS visant à augmenter les montants affectés aux postes budgétaires concernés. C'est pourquoi le PS international salue le fait que le DFAE ait instauré une direction consulaire qui puisse tenir compte de l'augmentation des attentes envers les services consulaires dans un monde toujours plus mobile.

Voici ce qu'exige le PS international :

- Cesser de démanteler les réseaux externes que sont les consulats et les ambassades. Il ne faut notamment plus fermer de consulats dans les régions où vivent de nombreux Suisses et Suissesses de l'étranger.
- Aménager le service public s'agissant des prestations consulaires notamment en développant très fortement tout le secteur du gouvernement électronique (« e-government »), fondée sur des logiciels d'avenir et conviviaux.
- Développer de manière ciblée la collaboration au sein des réseaux externes des consulats et ambassades de l'UE et de ses pays membres ; aujourd'hui, il n'est plus nécessaire que chaque pays soit présent individuellement dans chacun des 193 états membres de l'ONU, mais cette tâche peut être accomplie en coopérant avec des pays amis.

7 Le maintien des relations bancaires en Suisse doit être assuré

Depuis 2008, de nombreux Suisses et Suissesses de l'étranger en conformité avec les lois fiscales de leur pays de résidence se sont vus refuser la possibilité de maintenir des relations bancaires en Suisse. Les transactions et paiements transfrontaliers sont partiellement grevés de frais exorbitants. Cependant, il est important que les Suisses et Suissesses de l'étranger, quel que soit leur pays de résidence, puissent maintenir un compte bancaire en Suisse pour faire se verser des rentes du 2e pilier, pour le trafic des paiements liés à une assurance-maladie en Suisse et pour le paiement d'hypothèques ou de loyers pour un bien immobilier en Suisse.

Voici ce qu'exige le PS international :

- Les Suisses et Suissesses de l'étranger, quel que soit leur pays de résidence, doivent pouvoir effectuer à des conditions adéquates des paiements en Suisse ou mener des opérations transfrontalières pour leurs rentes, leurs assurances-maladies et sur des biens immobiliers en Suisse. Les coûts relatifs à ces transactions sont pris en charge par le secteur bancaire.

8 Permettre aux jeunes Suisses et Suissesses de l'étranger de bien se former selon nos valeurs sociales

Le PS s'est engagé avec succès au Parlement pour que la contribution de la Confédération aux écoles suisses de l'étranger soit augmentée et pour qu'on prenne d'autres mesures destinées à assurer une qualité de premier plan à la formation et au perfectionnement professionnel des jeunes Suisses et Suissesses de l'étranger. En outre, le PS a soutenu la nouvelle Loi sur la transmission de la formation suisse à l'étranger qui concerne en priorité le réseau des 17 écoles suisses à l'étranger. La loi a clairement pour volonté de faire de ces écoles un vecteur de la culture suisse au niveau international.

Voici ce qu'exige le PS international :

- Le PS international s'oppose à ce que les écoles suisses à l'étranger deviennent des ghettos. Le PS veut que les écoles suisses soient des carrefours de rencontre entre les enfants suisses et ceux du pays hôte et qu'ils reçoivent - ensemble - un enseignement dispensé par un corps professoral commun à la Suisse et au pays hôte.
- Le même objectif vaut pour la collaboration avec d'autres écoles internationales reconnues.
- La Confédération doit soutenir les jeunes Suisses et Suissesses de l'étranger qui effectuent un apprentissage, des études ou des stages dans leur pays d'origine.
- Il faut renforcer généralement la présence de notre pays à l'étranger sur le terrain de la formation et aussi pour nouer des liens durables avec les réseaux internationaux de formation.

9 Aménager le filet social des Suisses et des Suissesses de l'étranger

La Suisse a conclu avec 44 États des accords bilatéraux ou multilatéraux portant sur la coordination réciproque des législations nationales en matière de sécurité sociale. Ces accords couvrent en gros 83% de la population suisse résidant à l'étranger et leur garantit assez largement une égalité de traitement avec les ressortissants du pays signataire de l'accord.

Voici ce qu'exige le PS international :

- Le filet de la sécurité sociale doit se resserrer encore plus.
- Il faut continuer à développer la possibilité facultative de s'affilier à l'AVS et à l'AI.
- Il faut mettre un terme aux efforts déployés pour restreindre le droit de séjour en Suisse des personnes étrangères sans travail, car les pays hôtes des Suisses et des Suissesses de l'étranger appliquent généralement le principe de réciprocité. Dans cette question sensible, il faut à tout prix éviter de tomber dans une spirale descendante.

10 Aménager l'échange des informations entre la patrie et la « Cinquième Suisse »

Une information de grande qualité est le fondement du lien culturel, social et politique de la « Cinquième Suisse » avec la patrie et permet à ces personnes de se forger une opinion bien établie. Ce flux d'informations est aujourd'hui menacé par la pression pour davantage d'économies exercée par la droite. Il n'est pas admissible que désormais seuls de puissants lobbies puissent encore s'adresser à la « Cinquième Suisse » par le biais de spot publicitaires payants.

Voici ce qu'exige le PS international :

- Il faut maintenir la haute qualité de l'information dispensée par la Revue suisse et par Swissinfo.
- Il faut donner aux partis politiques la possibilité d'entretenir un dialogue direct avec les Suisses et les Suisses de l'étranger, sans qu'ils doivent recourir à des spots publicitaires payants.

→ En outre, il va de soi que le PS international soutient [la plateforme électorale en 10 points du PS suisse](#).